

LIBERATION IMMEDIATE DE JEAN-PATRICK GILLE !

APPEL A RASSEMBLEMENT

Aujourd'hui 13h00 devant le Palais de Justice (Île de la Cité)

STOP à la criminalisation

LIBERATION immédiate de notre camarade

ABANDON immédiat des poursuites

L'hôtel Lutetia : les milliardaires accueillent des milliardaires en faisant trimer des précaires.

Voilà pourquoi nous, intermittents, intérimaires, chômeurs, précaires de la Coordination des Intermittents et Précaires et de la CGT, avons envahi le jeudi 18 septembre cet hôtel de luxe en travaux. Voilà pourquoi nous avons déployé sur ses façades des banderoles annonçant : « Ici de l'argent il y en a, construisons de nouveaux droits ! » et « Six chômeurs sur dix non indemnisés : scandale ! ».

Ainsi le quartier Sèvres-Babylone, entre la Banque de France et Le Bon Marché, a résonné toute la journée du slogan « Chômeurs, précaires, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers : solidarité ! »

Comme toujours, cette action a été menée avec détermination mais sans aucune violence physique contre les salariés, qui sont nos camarades. On regrette ici que l'un d'entre eux ne l'ait pas compris, accusant injustement l'un des arrivants de violence, probablement de peur que son employeur lui reproche de n'avoir pas pu nous arrêter. Mais l'ensemble des salariés présents sur le site ne s'y sont pas trompés, les discussions étaient riches pour les précaires qui se retrouvaient dans nos revendications, comme pour ceux en CDI, qui découvraient que la nouvelle convention UNEDIC signée le 22 mars dernier menaçait tous les salariés et qu'un jour ils pourraient être eux aussi concernés par le chômage. Evidemment, la hiérarchie s'est empressée d'interdire tout échange avec nous. La discussion entre travailleurs est probablement une arme de construction massive.

Nous avons été évacués dans le calme après 12h d'occupation.

Un des vigiles, ne retrouvant pas dans les derniers manifestants les deux personnes qu'il avait plusieurs fois désignées dans la journée comme de supposés agresseurs, changea d'avis et désigna soudainement notre camarade. Celui-ci a déclaré se nommer « Jean-Patrick Gille », qui est également le nom du médiateur désigné par le gouvernement tentant de nous faire taire sans revenir sur le fond de l'attaque contre nos droits sociaux que constitue le dernier accord sur l'assurance chômage du 22 mars. Ce manifestant a été embarqué au commissariat du VI^e arrondissement situé rue Jean Bart.

Le dispositif policier était démesuré ce soir-là : autant de cars de CRS que de membres de la délégation venus prendre des nouvelles de « Jean-Patrick Gille » au commissariat, des vigiles et des CRS par dizaines toute la nuit autour de l'hôtel Lutetia, « attendant les intermittents » (sic).

Tout ceci ne serait que ridicule et signe de faiblesse d'un gouvernement qui ne refuse rien au MEDEF mais tout aux précaires...

Si ce n'était lourd de conséquences pour l'ensemble des concernés par l'assurance chômage, en premier lieu les plus précaires !

L'attaque du 22 mars sur l'assurance chômage doit être invalidée par le gouvernement, remplacée par le fruit d'une véritable négociation entre les concernés, visant à une juste indemnisation de tous les chômeurs.

D'ici le 1^{er} octobre, jour de grève et de manifestation, nos actions ne connaîtront pas de pause.

Si ce n'était lourd de conséquences pour un précaire gardé à vue depuis 36h, qui va passer aujourd'hui samedi 20 septembre en comparution immédiate devant un juge.

NOUS DEMANDONS LA LIBERATION IMMEDIATE DE CE MANIFESTANT ET L'ABANDON DE TOUTE POURSUITE EVENTUELLE A SON ENCONTRE .

La Coordination des Intermittents et Précaires

<http://cip-idf.org>